

**M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville):** Monsieur le Président, en toute vérité, ce n'est pas un plaisir que de vous parler du projet de loi relatif à Investissement Canada. Il en serait autrement si la mesure visait à renforcer la procédure de contrôle pour mieux s'assurer que les investissements au Canada profitent aux Canadiens. Nous sommes saisis d'un amendement qui vise à corriger une lacune dans l'objet de la loi qui commence de la manière suivante:

Reconnaissant qu'une augmentation du capital et que le développement de la technologie apporteraient des avantages au Canada . . .

L'amendement à l'étude propose ce qui suit:

Reconnaissant qu'une augmentation de l'investissement et que le développement d'une nouvelle technologie, dans les conditions établies par le gouvernement, apporteraient les avantages au Canada.

Cet amendement vise à corriger une omission peut-être déliée. C'est peut-être aussi le résultat d'une trop grande naïveté ou d'une erreur. Cependant, je ne crois pas vraiment que même le gouvernement soit convaincu qu'une augmentation des investissements et le développement de la technologie profiteraient nécessairement aux Canadiens. Ce serait en effet ignorer l'expérience du Tiers monde, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique, ceux-là mêmes qui devaient bénéficier du capital et de la technologie du monde occidental, surtout des États-Unis, mais qui en ont été victimes. Leurs objectifs à long terme étaient de faire en sorte que la technologie et les capitaux étrangers soient avantageux pour leur pays et leur assurent ce dont ils ont toujours été privés, l'autodétermination.

Nous pourrions pousser cet argument jusqu'à l'absurde en alléguant que l'importation de capitaux étrangers peut servir, comme ce fut le cas en Colombie, à cultiver de la marijuana et de la cocaïne, ou encore à introduire des armes chez les pays pacifiques, comme cela est arrivé ailleurs dans le monde. Nous allons cependant éviter cet écueil parce que pas même les conservateurs, je pense, en concluraient que cela est avantageux pour notre pays.

Cependant, ce pourrait être une omission volontaire, car au sein du gouvernement conservateur il y a bien des gens qui ont une forte allégeance à l'endroit de la communauté financière internationale, des multinationales, et qui n'en ont qu'à faire de savoir si le capital ou la technologie sont avantageux pour les Canadiens du moment qu'ils profitent aux investisseurs internationaux lesquels n'ont qu'un objectif, empocher des produits énormes tout en faisant preuve d'un petit peu d'indulgence dont ils sont les seuls à profiter.

Je suppose que cette méthode doit comporter quelques avantages, car du capital investi au Canada par des étrangers, il reste quelques miettes pour les gens ordinaires. Heureusement, les Canadiens ne semblent pas approuver une attitude semblable. Ils n'approuvent pas la dépendance obséquieuse à l'égard d'autres pays en vue de préparer notre avenir. Ils n'aiment pas que nous bâtissions notre avenir économique sur les capitaux et de la technologie venue d'ailleurs, pendant que de trop nombreux Canadiens sont en chômage et que les perspectives de

développement économique futures et la création d'emplois sont à peu près nulles. Ils ne voient pas beaucoup d'avenir dans une technologie qui profitera surtout à des étrangers.

Si cette omission n'est au fond qu'un oubli, je suis alors convaincu que les députés qui l'auront notée, accueilleront volontiers l'amendement. Ce qui nous permet d'espérer quelques appuis. Au fond, on nous a présenté une mesure dont l'unique objectif est d'assurer un certain contrôle.

Il va de soi que nous ne pouvons profiter des avantages de la technologie et du capital étranger sans les évaluer au préalable pour en connaître les conditions. Nous avons déploré de nombreuses fermetures d'usines, en Ontario notamment, au cours des dix dernières années et dans 60 p. 100 des cas, il s'agissait de filiales américaines. Le gouvernement devrait donc imposer les conditions suivantes lorsqu'il examine les investissements faits par les Américains au Canada: Accès au marché de l'exportation, potentiel pour la recherche et le développement au Canada et certaines garanties en matière d'emploi.

Justement au chapitre des emplois, il a été établi par le comité du Sénat des États-Unis et par la *Harvard Business School* que la plupart des investissements américains au Canada ont créé plus d'emplois aux États-Unis que chez nous. Nous ne pouvons pas laisser entrer les capitaux sans imposer certaines conditions profitables aux Canadiens. Il me semble que cette modification devrait faire l'unanimité parmi tous les partis à la Chambre. C'est une bonne proposition qui prévoit des mesures pour atteindre le but exposé dans la déclaration de principe qu'elle renferme.

A Windsor, nous savons ce qui se passe avec les sociétés américaines quand un gouvernement n'exige aucune garantie en matière d'emploi. J'ai déjà dit à la Chambre que la fermeture de quatre compagnies américaines avait entraîné la suppression de 2,000 emplois dans cette ville. Il faut donc trouver un moyen de régler ce problème.

Je ne connais aucun pays au monde qui enverrait son premier ministre à New-York pour tenir le discours suivant aux Américains: «Nous aimerions que vous veniez chez nous, car tout bien réfléchi, nous formons pratiquement un seul et même pays. Nous sommes le 51<sup>e</sup> État et nous sommes fort contents que vous déterminiez tant d'aspects de notre société, de notre économie et de notre politique en général». Il saute aux yeux, pourtant, que les Américains, en s'armant et en augmentant leurs dépenses militaires, ont bouleversé l'économie mondiale. Maintenant, aussi aberrante que leur politique soit, ils demandent aux autres pays de faire des concessions. Nous devrions en tirer une leçon. Les Américains ne pensent qu'à une seule chose: leurs intérêts nationaux. Les Canadiens devraient en faire autant. Et ce n'est pas dans un pays étranger que se dessinent les intérêts nationaux d'un pays. Nous devrions donc établir nous mêmes nos propres critères pour que pareille chose ne se produise pas.